



17 JUIN-JOURNEE D'ACTION POUR LES 35H ET DEFENSE DE NOS RETRAITES

QUE FONT LES SYNDICATS ?

VOICI CE QUE FONT CERTAINS POUR DEFENDRE LES 35H ET VOS RETRAITES

Le 17 juin, une journée d'action était prévu pour les 35h et la défense de nos retraites.

Les syndicats inter finances SNUI/SUD et CGT Impôts/Trésor ont profité de cette journée d'action pour demander une audience à la Direction du Trésor qui a accepté de nous recevoir.

Vous trouverez ci après la motion qui leur a été déposée lors de cette rencontre qui a duré près d'une heure trente. Cette motion reprend les principaux problèmes que nous rencontrons amplifiés par la fusion (création DGFIP).

Cette motion sera transmise, à notre demande, auprès de la Direction Générale.

Cette audience a été suivie d'un pique – nique de 12h00 à 14h00 devant la TG.

ET VOICI CE QUE FONT LES AUTRES :

- Désinformation syndicale
- Démotivation des agents
- Désunion

Malgré cette propagande cette journée d'action a été positive.

(cf. motion déposée au verso)

LES AGENTS DU GARD EXIGENT !

Depuis mi-mai, les agents du Gard sont en lutte au coté de leurs collègues d'autres départements. Les formes d'action mises en œuvre sont diverses, étalées dans le temps, mais ne peuvent en tout état de cause trouver une solution dans l'attitude méprisante du Ministre : violences policières, atteintes aux libertés syndicales, absence totale de dialogue, refus de négocier.

Les agents attendent d'autres réponses à leurs revendications :

Dans le cadre Fonction Publique, les agents sont pour :

- l'arrêt des suppressions d'emplois,
- un véritable débat sur les évolutions de l'Etat et de la Fonction Publique en partant des besoins de tous,
- un emploi public stable, statutaire et qualifié, permettant des services publics de qualité accessibles sur l'ensemble du territoire,
- le maintien du statut de la Fonction Publique qui garantit la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agents dans l'exercice de leurs missions,
- un développement de la MOBILITE CHOISIE qui s'oppose à la MOBILITE SUBIE et l'abandon du recours à l'intérim,
- le retrait du projet de loi relatif à la mobilité et au parcours professionnel,
- l'ouverture urgente de réelles négociations salariales dans la Fonction Publique
- une revalorisation de la Grille Indiciaire,

Dans le cadre de la DGFIP, les agents exigent :

- l'ARRET des suppressions d'emplois à la DGFIP,
- l'ABANDON de la logique coût-rendement sur nos missions fiscales, foncières et de service public,
- l'ARRET des pressions statistiques et managériales sur les agents,
- un débat contradictoire sur le périmètre et l'exercice des missions
- le TRIPLEMENT de l'IMT en reconnaissances financières des qualifications acquises et à venir ; avec effet immédiat,
- la REVALORISATION des frais de déplacements sur les dépenses réellement engagées,
- la maintien et amélioration des droits et des garanties des agents pour l'ensemble des actes de gestion collectifs et individuels,

Nous vous demandons de transmettre les légitimes revendications des personnels au niveau adéquat. Seules des réponses concrètes aux attentes fortes seront à même de calmer les esprits et de retrouver la voie de l'apaisement dans l'ensemble des services.